



**PREFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n°12-2022-04-15-00002 du

15 AVR. 2022

**en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement pris à l'encontre de la SAS
Établissements MIQUEL Récupération de respecter les prescriptions applicables aux
installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux
non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux**

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON

Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu** le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020, portant nomination de madame Valérie MICHEL-MOREAUX, préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 juin 2020 modifié par l'arrêté du 30 août 2020 donnant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 80-3647 délivré le 20 octobre 1980 à M. Guy Miquel l'autorisant à exploiter un dépôt de ferrailles à Blaye, commune de Lédergues (12170), et notamment les articles suivants, qui disposent :
- **Article 11**
Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour [...] le dépôt de copeaux, pièces, tournures, matériels, etc., enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc. ;
 - **Article 21**
Les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spécialement prévus aux articles 11 et 12 seront collectés dans un bassin assurant un temps de rétention moyen minimum de 24 heures [...].
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux

installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [...] 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article suivant, qui dispose :

- **Article 13 – Gestions des déchets**

[...]

IV. Entreposage des déchets

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (réutilisation, recyclage...).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

[...]

- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées daté du 18 février 2021 envoyé en lettre recommandée avec accusé de réception le 1^{er} mars 2021 ;
- Vu** la lettre de relance de l'Inspection datée du 9 novembre 2021 ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées daté du 28 février 2022 et transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 10 mars 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 février 2022 l'inspecteur des installations classées a constaté que la gestion, l'entreposage et la distinction des déchets et type de déchets étaient mal organisés, et notamment :

- que l'exploitant ne dispose toujours d'aucune pige lui permettant de limiter la hauteur des stockages,
- qu'il est toujours difficile de faire la distinction entre les différentes aires d'entreposage qui sont toujours peu, mal ou pas repérées ;

CONSIDÉRANT que lors de cette même visite l'inspecteur des installations classées a constaté :

- l'absence de gestion des eaux météoriques, y compris celles susceptibles d'être souillées,
- le sous-dimensionnement de l'aire étanche devant récupérer les eaux souillées sous le poste de travail des opérations de traitement des déchets à la presse hydraulique ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 11 et 21 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 1980,
- de l'article 13-IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisés ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS Établissements MIQUEL Récupération afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de l'Aveyron

- A R R Ê T E -

Article 1 - La SAS Établissements MIQUEL Récupération, exploitant une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, de récupération de métaux non dangereux située à Blaye, commune de Lédergues (12170), est mise en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions :

- des articles 11 et 21 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 1980 susvisé,
- de l'article 13-IV de l'arrêté ministériel de prescriptions générale du 6 juin 2018 susvisé ;

Article 2 - En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par cet article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Toulouse, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 - Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aveyron ;
- Monsieur le maire de la commune de Lédergues ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rodez, le **15 AVR 2022**

Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale


Isabelle KNOWLES